



HAL
open science

Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ?

Sylvy Jaglin, Sophie Didier, Alain Dubresson

► **To cite this version:**

Sylvy Jaglin, Sophie Didier, Alain Dubresson. Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ?. Métropoles, 2018, Hors Série 2018 - 10 ans : Numero anniversaire. hal-01900592

HAL Id: hal-01900592

<https://hal.science/hal-01900592v1>

Submitted on 22 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Métropoles

HS2018 | 2018

10 ans : Numéro anniversaire

Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ?

Metropolization in sub-Saharan Africa: on the menu or “à la carte”?

Sylvy Jaglin, Sophie Didier et Alain Dubresson



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/6065>

ISSN : 1957-7788

Éditeur

ENS Éditions

Référence électronique

Sylvy Jaglin, Sophie Didier et Alain Dubresson, « Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ? », *Métropoles* [En ligne], HS2018 | 2018, mis en ligne le 17 octobre 2018, consulté le 18 octobre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/6065>

Ce document a été généré automatiquement le 18 octobre 2018.



Métropoles est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ?

Metropolization in sub-Saharan Africa: on the menu or “à la carte”?

Sylvy Jaglin, Sophie Didier et Alain Dubresson

Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ?

- 1 Selon les projections des Nations unies, l’Afrique subsaharienne basculera dans l’urbain entre 2025 et 2035 ; 1,2 milliard de citoyens sont attendus en 2050, plus nombreux que ceux de la Chine ou de l’Inde. Les grandes villes (plus de 1 million d’habitants) regroupent un peu plus du tiers de la population urbaine et captent 25 % des nouveaux citoyens (ONU-Habitat, 2014).

	1970	1990	2000	2015	Proj. 2030
> 10 millions hab.					
Nombre de villes	-	-	-	2	5
Population (milliers)	-	-	-	24 710	76 997
% de la population urbaine	-	-	-	7	12
> 5 à 10 millions hab.					
Nombre de villes	-	-	3	3	10
Population (milliers)	-	-	19 026	20 020	56 821
% de la population urbaine	-		10	6	10
1 à 5 millions hab.					

Nombre de villes	4	17	27	41	67
Population (milliers)	6 361	33 732	44 920	87 667	139 184
% de la population urbaine	12	25	23	24	22

Source : World Urbanization Prospects. The 2014 Revision, DESA, United Nations, 2015

- 2 Dans la plupart des études urbaines antérieures aux années 1990, surtout fondées sur la théorie des places centrales et la hiérarchie christallérienne, ces concentrations sont qualifiées de métropoles. Puis la terminologie fluctue selon les corpus conceptuels et les cultures scientifiques, anglophones et francophones notamment, tandis que les villes africaines disparaissent quasiment des premiers travaux sur les *world cities* analysant la contribution des villes aux processus de globalisation économique, d'interconnectivité et d'interdépendance. Au début des années 2000, Grant et Nijman constatent ainsi que la littérature sur la mondialisation urbaine, centrée sur les échelons supérieurs de la hiérarchie, néglige pour l'essentiel les villes des Suds, exclues de fait du cadre théorique (Grant, Nijman, 2002). Quinze ans plus tard, le constat diffère quelque peu : les recherches urbaines internationales incorporent de manière croissante des cas d'étude africains, ce qui reflète le « tournant cosmopolitain » des sciences sociales et des études urbaines en particulier (Kanai *et al.*, 2017). Néanmoins, cet élargissement empirique, accompagné de controverses (Leitner, Sheppard, 2016), a eu peu de traductions dans l'élaboration de cadres conceptuels et de perspectives critiques tenant compte de la diversité des trajectoires urbaines dans la mondialisation. Ce n'est pas que les villes africaines manquent d'attention scientifique, sont « hors des radars » bibliométriques ou sont investies seulement par des recherches empiriques, mais c'est une conséquence de leur faible attrait, et partant de leur invisibilité, pour la recherche dominante centrée sur les hiérarchies métropolitaines dans la mondialisation : « *There is no clear evidence of increased attention to Global South cities at the top end of publications distribution [...] Africa-based research is conspicuously absent, following Johannesburg's drop from the charts - as is Latin American research, following the disappearance of Mexico City from the rankings* » (Kanai *et al.*, 2017, p. 8).
- 3 D'abord considérées comme « hors jeu », leur intégration récente a été accompagnée d'un important travail critique d'ajustement de concepts forgés dans d'autres contextes pour rendre compte des processus d'urbanisation articulés à la mondialisation des pauvres (Chopin, Pliez, 2018), du rôle de l'urbanisme néolibéral (Parnell, Robinson, 2012), des politiques entrepreneuriales (Croese, 2018), ou encore de l'influence des modèles internationaux dans les complexes réformateurs locaux (Jaglin, 2005). Ce travail n'a toutefois pas assuré à ces cadres analytiques un écho dans les théories urbaines plus générales. Autrement dit, ces ressources conceptuelles sont en grande partie négligées par les corpus dominants, y compris lorsque ceux-ci prétendent aussi rendre compte des réalités africaines. Ainsi, lorsque des grandes villes africaines apparaissent dans les classements de divers clubs de villes dites globales ou mondiales et que l'usage des notions de métropolisation et de métropoles s'amplifie à partir des années 2000, aucun cadre analytique intégré des formes et modes de la métropolisation « à l'africaine » n'est produit. Dans une partie des études, la dimension économique surdétermine l'interprétation, dans un contexte de vive croissance de certains pays africains et alors que les institutions internationales réévaluent le rôle moteur des grandes villes dans la production de richesse (World Bank, 2009). Dans d'autres études, la caractérisation

métropolitaine s'appuie sur une ou plusieurs dimensions (démographique, économique, spatiale, culturelle) rarement organiquement liées, au prix d'une relative dilution du concept de métropole et d'une vision partielle du phénomène.

- 4 Cette métropolisation « à la carte » témoigne de difficultés à mobiliser des concepts circulants, forgés hors des contextes locaux et dont il faut interroger la portée universelle. Ces difficultés sont autant d'ordre méthodologique (existe-t-il une spécificité africaine en termes de métropolisation et comment peut-on la mesurer ?) que liées à des corpus différenciés d'analyse. Dans le monde anglophone, le concept de ville globale ou mondiale domine, tandis que les analyses en termes de métropoles restent essentiellement l'apanage des francophones, les deux catégories ne se recoupant que partiellement.
- 5 Plus généralement, ces difficultés témoignent des défis d'une réelle « *provincialization of critical urban theory* » (Leitner, Sheppard, 2016) et surgissent aussi quand il s'agit des formes et outils de la fabrique urbaine, autre versant de la métropolisation, dont les processus observables et les résultats ne sont pas plus simples à nommer. Depuis les indépendances, la morphologie des grandes villes s'est diversifiée et complexifiée. À l'urbanisme colonial ségrégatif de plan, qui s'est prolongé dans de nombreuses capitales au-delà des décolonisations jusque dans la décennie 1970, s'est le plus souvent substitué un urbanisme de projets « du bas » (parcelles assainies, restructuration de quartiers d'habitat précaire) et « du haut » (régénération de vastes îlots centraux, redéveloppement de fronts d'eau, *gated communities*, villes nouvelles...). Ces derniers, souvent inscrits dans des stratégies urbaines mobilisant les modèles internationaux de la ville entrepreneuriale et compétitive, visent à insérer des métropoles africaines dans le club des villes de classe mondiale (Croese, 2018). Ils résultent de deux décennies d'ajustement structurel, qui ont considérablement réduit les marges de manœuvre des administrations et acteurs publics tout en ouvrant largement la fabrique urbaine aux logiques et intérêts privés. Avec l'urbanisation de la pauvreté et le poids relatif croissant de l'habitat précaire, ces évolutions suscitent des inquiétudes justifiées en termes d'amplification des inégalités socio-spatiales et de segmentation des territoires urbains (Watson, 2014 ; Myers, 2011), voire de conflictualité locale accrue (Bertrand, 2014). Alors que dans les capitales de taille moyenne (1 à 3 millions), notamment ouest-africaines, les multiples filières foncières et immobilières illégales ont développé une modernité parallèle longtemps efficace pour produire des logements en dur dans des quartiers peu équipés mais préservant une relative mixité sociale, les ségrégations s'accroissent à toutes les échelles sous l'effet des logiques marchandes et d'une boulimie d'espace qui aggrave les problèmes de transport et le coût des services.
- 6 Dans ce contexte, l'objectif de cet article est de présenter et discuter certains des enjeux de la recherche sur les grandes villes africaines. La première partie interroge la manière dont ces grandes villes ont été appréhendées, en rappelant l'évolution des usages terminologiques dans le temps et ce qu'elle révèle des priorités de la recherche et des visions qui les animent. La deuxième partie s'intéresse aux formes et politiques urbaines en questionnant l'existence d'un urbanisme métropolitain ; le propos porte sur les actuels socio-systèmes métropolitains subsahariens, échelle à laquelle l'hétérogénéité des situations rend compliquée toute généralisation et conduit à interroger les approches totalisantes d'une hypothétique « ville africaine ». L'idée centrale ici défendue est celle d'une nécessaire conceptualisation du caractère composite de la production, du fonctionnement et des ressorts de croissance des grandes villes d'Afrique subsaharienne,

dont aucune théorie urbaine existante ne permet de comprendre les processus et les formes.

1. Métropole et métropolisation africaines : de la pluralité des usages

- 7 Sans nier leur inclusion dans les dynamiques de mondialisation, les courants de pensée anglophones dominants, formulés dans les Nord et qui combinent capitalisme postfordiste, accumulation flexible et métropolisation de la planète, ont longtemps ignoré les grandes villes subsahariennes. Au mieux, elles sont confinées dans une situation de marge subordonnée en raison de leur poids trop faible dans la production et la circulation de richesse (Halbert, 2010), leurs attributs de mondialité étant considérés comme infimes ou inexistantes (Banque mondiale, 2017). Dans le même temps, les organisations internationales ont substitué à la notion de métropole une autre catégorie analytique, la *megacity*. Dans les études francophones sur l'Afrique subsaharienne, le terme de mégapole est parfois proposé comme substitut, la dynamique de peuplement surdéterminant celle des espaces urbanisés (Haeringer, 1998), mais le terme de métropole est aussi mobilisé (Dureau *et al.*, 2000), leur puissance organisatrice multiscalaire distinguant certaines grandes concentrations urbaines des villes petites et moyennes (Bertrand, Dubresson, 1997).

1.1. Métropoles et métropolisations dans les études urbaines en Afrique subsaharienne jusqu'aux années 1990

- 8 Confrontés au flou sémantique et à la polysémie des notions de métropole et de métropolisation (Leroy, 2000), celles et ceux qui tentent, depuis longtemps, d'analyser les socio-systèmes des grandes villes d'Afrique subsaharienne et leurs dynamiques (sur l'histoire des recherches urbaines : Coquery-Vidrovitch, 1993 ; Fourchard, 2012) puisent dans divers corpus conceptuels élaborés dans les Nord et qui varient eux-mêmes dans le temps. Jusqu'à la fin des années 1980, trois grands registres d'analyse ont été mobilisés.
- 9 Le premier renvoie à une projection sur le continent de la théorie des places centrales, de la hiérarchisation des villes selon leur taille et/ou leur niveau de services et de la notion de réseau urbain. Hors de l'Afrique du Sud (sur l'histoire des métropoles sud-africaines : Bickford-Smith, 2016), c'est peut-être à propos de Kano (Nigeria), capitale d'un ancien et puissant émirat, que le terme de métropole (Whittlesey, 1937) est utilisé pour la première fois en Afrique subsaharienne. Repris après la fin de la Seconde Guerre mondiale, par exemple pour décrire Dakar (Dresch, 1950), il est ensuite fréquemment utilisé pour caractériser des grandes concentrations urbaines à croissance démographique rapide, insérées en tant qu'interfaces dans le système réticulé des empires coloniaux, ayant de ce fait des relations extra-africaines lointaines et dont l'aire d'attraction, mesurée en termes de flux migratoires et d'échanges de biens de tous types, est étendue au-delà des limites administratives des territoires dont elles sont souvent les capitales. À partir des années 1960, les travaux relatifs aux réseaux urbains, à leur architecture définie en termes d'« armature » et à leur dynamique prolifèrent dans tous les pays devenus indépendants (Seck, 1970 ; CNRS, 1970 ; SLG, 1982 ; Haeringer, 1983 ; 1984), exprimant un véritable âge

d'or de la pensée fonctionnaliste, laquelle sert également de cadre de référence pour concevoir et mettre en œuvre des politiques d'aménagement du territoire.

- 10 Le deuxième registre est issu d'approches plus strictement économiques, fondées sur une hybridation entre la théorie des pôles et celle dite de la base. Dans un contexte général d'inspiration rostowienne, une nouvelle théologie du développement de l'Afrique, inspirée de la notion de pôle de croissance, sert de fondement à nombre de stratégies d'aménagement qui tentent de promouvoir, par l'investissement concentré, un triple effet de polarisation (technique, monétaire, géographique) dont on attend des effets de diffusion et d'entraînement autour des pôles, en premier lieu autour des plus grandes villes considérées comme des métropoles économiques (sur Abidjan : Dubresson, 1989).
- 11 Le troisième registre est celui d'analyses quantitatives reposant sur un traitement statistique des recensements et visant à identifier des systèmes urbains, à dégager des hiérarchies et des évolutions temporelles en mobilisant la loi rang-taille. L'une d'entre elles, après avoir redéfini la notion d'agglomération urbaine, aboutit à l'énonciation d'une loi universelle dite de métropolisation¹, qui caractérise la transition urbaine (Moriconi-Ébrard, 1990) : les villes primatiales africaines prennent ainsi rang parmi les métropoles de type démo-statistique.

1.2. Mégapole et ville globale versus métropoles africaines

- 12 À l'exception du courant de modélisation statistique, dont les travaux ont été poursuivis en Afrique occidentale, centrale et orientale sur le même registre (AFD-Sedet, 2008 ; AFD-eGeopolis, 2010), les années 1990 marquent à la fois une bifurcation et une rupture, la première conduisant à un surpassement du fait métropolitain en Afrique subsaharienne par substitution de vocable, la seconde à une négation de ce fait et à une exclusion des grandes villes africaines du monde des métropoles, Johannesburg exceptée.
- 13 La bifurcation provient de ce qui peut être défini comme un « grand trouble mégapolitain ». Ce dernier est d'abord lié à l'accumulation de disjonctions, qui ne sont pas nouvelles mais prennent alors de l'ampleur. Aucune des théories, aucun des concepts projetés n'est réellement efficace pour comprendre les données empiriques de terrain ainsi que les processus observés. À de très rares exceptions, la vive croissance démographique des grandes villes africaines n'est pas ou est peu liée à l'essor d'industries ou de services tel qu'observé dans les Nord, les années d'ajustement structurel ont provoqué un dépérissement des appareils manufacturiers, les emplois sont surtout concentrés dans l'artisanat et le commerce non enregistrés (dits informels), les marchés du travail ne fonctionnent pas comme ceux des modes de production fordiste et postfordiste, les normes et les conventions informelles ne renvoient pas aux codes culturels occidentaux. La croissance démographique est certes accompagnée d'un étalement urbain rapide et d'une multiplication des inégalités intra-urbaines, mais les modalités diffèrent le plus souvent de celles des métropoles des Nord. Ensuite, le trouble est consubstantiel à de nouvelles interprétations générales du fait urbain, le gigantisme croissant des villes étant considéré comme porteur d'un changement de nature et finalement de sens. Ainsi, pour Haeringer, qui a longtemps travaillé en Afrique centrale et occidentale, « le peuplement urbain prévaut désormais sur l'économie de la ville ; il la précède et la nouvelle économie urbaine procède largement de ce fait accompli » (Haeringer, 1998, p. 27). Ce renversement de perspective entre économie et peuplement rend caduque toute transposition en Afrique des grilles antérieures d'analyse et de leurs

concepts, un changement de vocable est donc justifié, qui rend compte du brutal changement d'échelle démographique et spatiale. Le temps ne serait plus à la métropolisation et aux métropoles économiques, mais à la mégapolisation et aux mégapoles (Le Bris, 1996). Le trouble gagne aussi les organisations internationales : dans les rapports d'ONU-Habitat (dont le siège est à Nairobi), les villes africaines sont considérées comme des mégapoles dès lors que leur taille atteint le seuil de population retenu par les Nations unies (8 puis 10 millions) et il est plus souvent question de mégapoles et de mégapolisation que de métropoles et de métropolisation, les termes étant parfois interchangeables sans explications, ce qui vaut également pour les publications de la Banque africaine de développement.

- 14 Cette substitution de vocable maintient toutefois les grandes villes africaines dans les classements mondiaux fondés sur des critères démographiques, ce qui n'est pas le cas pour les palmarès des villes dites globales et/ou de l'archipel métropolitain mondial, dont les attendus méthodologiques concourent à l'exclusion des villes africaines. Dès lors que la métropolisation est considérée d'abord et avant tout comme une modification de la nature des relations entre les villes, la connectivité et ses mesures deviennent primordiales pour décider de l'intégration ou de l'exclusion du club des métropoles de rang mondial. De toutes les critériologies académiques mises en place depuis 1998 et largement diffusées, c'est sans doute celle du Global and World Cities Research Network (GaWC), fondé par Peter Taylor, qui surdétermine la hiérarchie internationale : dans les premières versions, aucune grande ville africaine n'est retenue, sauf Johannesburg, reléguée à un rang modeste de centre secondaire. Il en va de même pour les classements à finalité directement financière visant à « informer » les investisseurs des attributs de compétitivité.

1.3. Émergences africaines et redéfinitions métropolitaines : quand le malaise persiste

- 15 L'usage des termes métropole et métropolisation s'est cependant amplifié depuis la décennie 2000, non seulement en raison d'une prise de conscience de la vive croissance démographique et économique de grandes villes subsahariennes, mais aussi d'une montée en puissance des gouvernements locaux à l'échelle mondiale témoignant de leur capacité à « faire réseau » à une échelle supracontinentale. De fait, dans les années 2010, la présence des maires et pouvoirs locaux des grandes villes africaines dans les réseaux internationaux est plus visible, soit aux commandes (élection de Mpho Parks Tau, ancien maire de Johannesburg porté par une alliance des maires d'Afrique à la tête de Cités et gouvernements locaux unis en 2016), soit dans leur quête de reconnaissance politique et de soutien par ces nouvelles plateformes (CGLU, 2017).
- 16 L'affirmation récente des grandes villes africaines dans l'arène métropolitaine ne lève cependant pas toutes les ambiguïtés et se fait au prix d'un forçage des réalités de terrain qui escamote la singularité des processus métropolitains africains et limite la contribution de ceux-ci à l'enrichissement des cadres conceptuels globaux.

1.3.1. Concentrations urbaines africaines et corpus économiques des Nord : une discordance

- 17 Dans les principaux corpus d'économie spatiale/géographique et de géographie économique, la métropolisation est appréhendée comme une accélération de la concentration des humains et des activités dans les principales agglomérations d'un système urbain donné (Halbert, 2010), ou comme un double processus de concentration des activités et d'étalement spatial urbain polycentrique (Lacour, Puissant, 1999) pouvant aboutir à la formation de régions urbaines de grande envergure (*city regions* : Scott, 2001). Les composantes de ces dernières polarisent les grandes circulations planétaires, sont de plus en plus connectées entre elles et avec les autres métropoles mondiales et forment des nœuds de réseaux constitutifs d'une économie d'archipel (Veltz, 2014).
- 18 Parmi les marqueurs de cette économie d'archipel figure le haut degré de connectivité ; c'est avec cet attribut que des grandes villes africaines sont aujourd'hui prises en compte. Glorifié par un discours afro-optimiste exaltant l'image d'un continent qui serait devenu la dernière frontière du capitalisme mondial, le cycle de forte croissance économique 2000-2014, essoufflé depuis 2015, a modifié les représentations de l'Afrique, souvent considérée comme émergente. Très discuté en raison de la faible transformation structurelle des bases de l'accumulation rentière, ce qualificatif exprime néanmoins certains changements de grande ampleur, dont l'un des plus importants repose sur la combinaison entre diffusion massive des NTIC, révolution numérique et accroissement sans précédent de la connectivité des villes africaines. C'est pourquoi les radars du GaWC détectent désormais de plus en plus de concentrations urbaines africaines et les intègrent dans la toile des villes mondiales ; il y en avait 6 en 2010 et 14 en 2016², auxquelles il faut ajouter les 9 classées dans l'antichambre (*high sufficiency* et *sufficiency*) du club formant réseau. Au-delà des problèmes méthodologiques de mesure de la connectivité, l'entrée de grandes villes africaines dans un tel classement, comme dans bien d'autres, pose une question de fond : quel sens peut-on donner à cette insertion de villes dont les bases productives et l'organisation de l'espace n'ont jamais été déterminées ou conditionnées par une accumulation de type fordiste, puis postfordiste, à l'exception des métropoles sud-africaines (Gervais-Lambony, 2004) ?
- 19 L'une des caractéristiques majeures de ces villes est en effet le poids considérable des activités informelles d'artisanat, de services et de commerce, qui procurent la grande majorité des emplois (De Vreyer, Roubaud, 2013) et dont la part de valeur ajoutée produite est sans cesse réévaluée. Or, l'économie informelle n'est pas transitoire mais consubstantielle à la croissance urbaine, d'autant plus que l'Afrique est moins industrialisée qu'elle ne l'était dans les années 1970. Ne concernant qu'une infime partie des bases productives urbaines visibles, les indicateurs de mondialité utilisés dans les Nord sont insuffisants ou peu révélateurs ; il faut donc se tourner vers les modalités de fonctionnement international de l'informel pour trouver des modes spécifiques d'articulation au monde. Des travaux sur l'aire urbanisée de Lagos montrent ainsi qu'à Alaba, où transitent les trois quarts des matériels électroniques vendus en Afrique occidentale, les donneurs d'ordre qui achètent, transforment et revendent ces matériels sont les acteurs clés d'un réseau commercial étendu, hors Afrique, jusqu'à São Paulo, Taipei, Singapour et Dubaï (Koolhaas *et al.*, 2000). À Kinshasa, d'autres travaux montrent que la ville fonctionne comme un hub de tissus importés de Thaïlande, de Malaisie, d'Indonésie, de Hong Kong et Dubaï, via Brazzaville, travaillés et ensuite exportés en

Afrique centrale (Ayimpam, 2014). Ces relations mondialisées de grandes villes à la fois places marchandes et foyers artisanaux, reposant sur des transactions financières informelles, dématérialisées, parallèles aux systèmes de change officiels qu'elles concurrencent également, semblent participer d'une « métropolisation autre », difficilement détectable par les batteries de critères élaborées dans les Nord.

1.3.2. Rayonnement culturel et réseaux transnationaux : une « autre » mesure de la connectivité

- 20 Afin de contrer la mise à l'écart par les indicateurs économiques, la connectivité a fait l'objet d'une définition culturelle depuis les années 2000. Les traditions disciplinaires des chercheurs les plus en vue, centrées surtout sur l'ethnographie, l'anthropologie et la sociologie, n'y sont pas étrangères, mais le mouvement procède aussi d'un positionnement politico-scientifique recherchant un autre cadrage théorique que celui de la ville globale (Simone, 2004 ; Robinson, 2016). Les recherches « par le bas » sont privilégiées et documentent la métropolisation autrement, en particulier par les circulations migratoires qui relient les villes du continent entre elles et aux villes globales. Les analyses sur la présence et la négociation de la place de l'étranger dans les métropoles sont désormais nombreuses (Landau, Freemantle, 2010 ; Spire, 2011), de même que sur leur rôle dans la mise en place des réseaux transnationaux formels ou informels de commerce (Koolhaas *et al.*, 2000 ; Campbell, 2006). Analysés comme un autre pan de la métropolisation, les volumes des mobilités touristiques entre et à destination des métropoles africaines restent encore aujourd'hui mineurs par comparaison avec les villes européennes et asiatiques (voir à ce sujet le classement Mastercard des villes du tourisme international 2017), mais les analyses à l'échelle continentale soulignent l'importance de Johannesburg et d'Accra dans l'accueil des touristes internationaux, notamment des touristes « à la valise » provenant des pays limitrophes (Rogerson, 2009).
- 21 Ces travaux sur les circulations entre les métropoles sont par ailleurs articulés à des réflexions sur le cosmopolitisme africain (Nuttall, Mbembe, 2008 ; Fournier-Guérin, 2017) qui, au-delà de la construction d'identités hybrides ou « créoles », renvoient à la capacité créative des métropoles et à leur rayonnement culturel mondial. Depuis la fin des années 2000 en effet, les grandes villes d'Afrique subsaharienne sont identifiées comme des foyers importants de production culturelle, à l'image du cinéma de Nollywood (Onuzulike, 2006). Myers utilise le mot de « festivalisation » en évoquant la multiplication des manifestations culturelles internationales (et surtout panafricaines) sur le continent qui contribuent à la mise en place de réseaux africains de production artistique (Myers, 2011), comme les Rencontres africaines de la photographie organisées à Bamako depuis 1994 ou le Fespaco à Ouagadougou, dont l'influence est grandissante (1 000 films inscrits en compétition officielle en 2017). Si ces événements culturels sont largement financés par les bailleurs du Nord, l'exemple du marché de l'art contemporain montre la dynamique économique propre de ce phénomène ainsi qu'une hiérarchisation interne forte au sein des villes africaines. Ainsi, depuis 2008, c'est Johannesburg qui accueille la première et unique Foire africaine d'art contemporain, la Johannesburg Art Fair, financée en grande partie par une banque commerciale sud-africaine (la First National Bank). Lors de l'édition 2008, des galeries d'art en immense majorité sud-africaines (la Stevenson Gallery, la galerie Momo, etc.) étaient représentées, ainsi qu'une galerie d'Addis-Abeba et deux du Maghreb-Machrek.

- 22 Malgré le tournant cosmopolite et l'élargissement des paradigmes de recherche au-delà d'une interprétation étroite de la mondialisation économique, les études sur les grandes villes africaines ont contribué à élargir la diversité des contextes locaux inclus dans la littérature sur la mondialisation urbaine mais sans parvenir, jusqu'à présent, à infléchir des cadres conceptuels dominés par les évolutions du capitalisme postfordiste.

2. Vers un urbanisme métropolitain en Afrique subsaharienne ?

- 23 En termes de formes et de matérialité des espaces métropolitains, les processus observables et leurs résultats ne sont pas plus simples à nommer. Certes, on retrouve en Afrique subsaharienne de grandes tendances mondiales : spécialisations fonctionnelles, creusement des inégalités, différenciation croissante des espaces-temps des citoyens, élargissement de leur espace de vie quotidienne, intensification des mobilités géographiques intra-urbaines. Mais plusieurs caractéristiques de l'urbanisation métropolitaine africaine, dont la boulimie d'espace et le « brouillage » des frontières avec les espaces ruraux, suscitent un embarras terminologique.
- 24 En outre, les modalités de la fabrique urbaine, souvent inspirées des modèles de villes globales (Watson, 2014), ne sont pas réductibles aux systèmes explicatifs qui les sous-tendent ni à leurs présupposés en termes de rééquilibrage de l'État (dans des régimes autoritaires peu décentralisés), de primauté des politiques entrepreneuriales (dans des contextes économiques que dominent les rentes), de prégnance du néolibéralisme (en l'absence de gouvernance démocratique), de fonctionnement des marchés (dans des environnements marqués par la pauvreté et l'informalité). Les apparences sont ainsi souvent trompeuses : les métropoles africaines sont certes de plus en plus connectées aux circuits transnationaux d'expertises, comme le prouvent le langage et les outils urbanistiques utilisés dans les nouveaux plans directeurs et les grands projets de (re)développement urbain, mais les logiques et intérêts qui président à leur adoption et (parfois) à leur mise en œuvre sont inséparables des économies politiques locales.

2.1. Nouvelles échelles et formes de l'urbain

- 25 L'urbanisation africaine s'accompagne d'un étalement continu et d'une dilution du peuplement. Qualifiés de « conurbations multipolarisées » en bordure du golfe de Guinée (Dorier-Apprill, Domingo, 2004), de « *desakota* à l'africaine » (Calas, 2007) en Afrique de l'Est, de « *rural-sprawl* » (Harre *et al.*, 2015) ou de « *new African suburbanisation* » (Buire, 2014), ces espaces bâtis distendus accroissent les coûts d'équipement et d'infrastructure en même temps qu'ils compliquent la gouvernance des territoires et des services. Les actuels dispositifs gestionnaires censés prendre en charge ces problèmes sont d'une extrême diversité. Constitutifs des réformes de l'État engagées durant les années 1980, les principes de gouvernance et le triptyque décentralisation-privatisation-participation, sur lesquels s'appuie le credo du développement local, ont été réappropriés, donnant naissance à une variété de complexes réformateurs locaux. Entre les puissants gouvernements métropolitains sud-africains et les appendices locaux du pouvoir central malien, une large gamme de dispositifs caractérise une ingénierie politico-institutionnelle peu ou mal stabilisée.

- 26 Comment qualifier ces formes urbaines en Afrique ? Dans une première approche, on peut les considérer comme une déclinaison d'un étalement métropolitain ou d'une « suburbanisation » universels observés sous toutes les latitudes. Cette perspective empêche toutefois de saisir les processus originaux de cet étalement (Denis, 2015). Des travaux précoces sur l'Asie ont ainsi souligné que la dichotomie urbain-rural n'avait pas une valeur heuristique universelle (McGee, 1991). D'autres, en Afrique de l'Est, ont montré que le modèle centre-périphérie ne permettait pas de décrire une expansion métropolitaine marquée par la multipolarité. Hors d'une partie de l'Afrique australe, le déterminisme industriel ne peut rendre compte d'une urbanisation diffuse qui, comme dans les « halos urbains » asiatiques, est caractérisée par la dispersion, le poids de l'emploi non agricole et d'intenses circulations entre des espaces densément peuplés dont la population rurale continue d'augmenter. Résistant aux qualifications dominantes, ces configurations métropolitaines ont des temporalités, des trajectoires et des causes spécifiques pour l'analyse desquelles il est nécessaire de forger des concepts adaptés (Denis, 2015).
- 27 La perspective de l'urbanisation planétaire, résultat des transformations structurelles globales du capitalisme néolibéral, suggère de s'affranchir d'approches morphologique et démographique souvent dépassées (Brenner, 2014). Elle fournit en revanche peu de clefs pour décrire et comprendre les processus actuels de l'urbanisation « étendue » subsaharienne : par quels mécanismes passe-t-on du non-urbain au quasi-urbain et au métropolitain, dans des nappes de peuplement diffus en rapide transformation ? Quelle place accorder dans l'analyse aux paysages, aux pratiques citadines, aux régularités de systèmes socio-spatiaux qui ne sont pas façonnées par les exigences du capitalisme néolibéral et dépendent des institutions locales, formelles et informelles, des acteurs d'une fabrique urbaine « ordinaire » échappant à toute gouverne politique instituée ?
- 28 Rien n'assure *a priori* que l'urbain métropolitain africain converge vers les modèles néolibéraux pensés au Nord. D'où les appels à dépasser l'hégémonie des concepts forgés en Occident pour l'Occident (Sheppard *et al.*, 2014) au profit d'un comparatisme prenant en compte la pluralité des expériences et des trajectoires (Robinson, 2016). On note, en ce sens, les avancées théoriques de la métropolisation « subalterne », celle des places marchandes des « mondialisations discrètes » (Choplin, Pliez, 2018) et des acteurs d'une « mondialisation non hégémonique », affranchie des hiérarchies et classements internationaux, dont les activités défient partout l'*establishment* du capitalisme néolibéral (Ribeiro, 2009). Mondialisation « par le bas » et marchés du « bas de la pyramide », se développant à côté et parfois en interaction avec l'activité des grandes multinationales, contribuent aux spécificités d'une métropolisation « à l'africaine ». Phénomène total, elle s'accompagne d'une transformation sociale « comprimée » (Fleury, Houssay-Holzschuch, 2012) très visible dans les espaces métropolitains, vitrines de l'émergence et de la montée en puissance des classes moyennes (Darbon, Toulabor, 2014)³.

2.2. Urbanisme de croissance : à propos du renouveau « moderniste »

- 29 La littérature aborde souvent de façon binaire la fabrique urbaine des grandes villes des Suds (Fauveaud, 2016). D'un côté, une production « du haut », normalisée, tributaire de politiques forgées par la circulation de références et savoir-faire internationaux. De l'autre, une production « du bas », organisée autour de pratiques locales, ancrées dans

l'informalité, en dehors, à la marge ou en parallèle de l'action des autorités centrales ou métropolitaines. Cette opposition sert aussi à décrire un urbanisme écartelé entre, d'un côté, le retour des utopies urbanistiques, sous la forme de plans stratégiques et de grands projets, et, de l'autre, la poursuite à grande échelle d'une fabrique informelle de la ville.

- 30 De fait, un pan des réalités urbaines contemporaines africaines s'exprime à travers un renouveau des visions et des projets « modernistes », qui se traduisent par une intense production de plans stratégiques dont Watson se demande s'ils projettent les rêves des habitants du continent ou matérialisent le retour des pires cauchemars de la planification (Watson, 2014). Pour d'autres, qui y voient surtout le lit d'un urbanisme spéculatif, le *come-back* de la planification ne signifie pas celui des idéaux de justice sociale mais l'avènement d'un « *more elitist and privatised type of new city* » (van Noorloos, Kloosterboer, 2017, p. 3). Commentant le plan *Nairobi Metro 2030*, dont le slogan proclame « *Nairobi is open for business* », Myers souligne sa vision élitiste du développement métropolitain, en contradiction avec les besoins d'aménagement des vastes bidonvilles de la capitale kényane et des attentes de leurs populations (Myers, 2015). De manière générale, ces utopies urbaines valorisent un urbanisme entrepreneurial propice à la production d'enclaves immobilières exclusives (Allen, 2014), voire d'opérations d'aménagement qualifiées, dans une partie de la littérature anglophone, de « villes nouvelles », notion qui recouvre une grande diversité de formes urbaines (van Noorloos, Kloosterboer, 2017). Ces villes nouvelles présentent en apparence de nombreuses similarités avec la production urbanistique observée ailleurs. Ouvertement inspirées par des modèles asiatiques et moyen-orientaux, elles sont vendues comme des villes autonomes, planifiées et construites dans le cadre de projets entièrement nouveaux, le plus souvent en périphérie de métropoles existantes.
- 31 Au regard de l'essor démographique et des pressions sur les marchés du logement, cet urbanisme de croissance est présenté comme une réponse rationnelle mais il ne peut satisfaire la demande des citoyens pauvres majoritaires. C'est une offre dirigée vers le segment « prometteur » des classes moyennes et supérieures (Goodfellow, 2017), tournée vers leurs besoins résidentiels et aussi de mobilité auquel le modèle du *Bus Rapid Transit* (BRT) est censé répondre, par exemple au Cap (Baffi, 2017) ou en Tanzanie (Rizzo, 2014). Les maquettes projettent ainsi l'image de villes sans bidonvilles, combinant la production d'espaces résidentiels attractifs au développement de fonctions urbaines innovantes (Konza Technology City au Kenya) et/ou à la mise en œuvre d'ambitions écologiques et de production d'éco-enclaves exclusives, à l'image du vaste ensemble immobilier de luxe Airport Hills à Accra (Allen, 2014) ou du projet Eko Atlantic City à Lagos (<https://www.ekoatlantic.com>).
- 32 Justifiés par la nécessité d'ouvrir les villes aux investisseurs, ces plans stratégiques et les grandes opérations d'aménagement qu'ils encouragent peuvent aussi en pratique être motivés par des intérêts politiques très éloignés de la rationalité néolibérale. Examinant le projet de redéveloppement de la baie de Luanda, Croese y met en évidence la prééminence de l'État ainsi que le décalage entre ses principes théoriques en termes de compétitivité internationale de la métropole et les retombées prioritaires attendues en termes de stabilité et de légitimité politiques (Croese, 2018). Enfin, si les villes africaines constituent une nouvelle frontière pour les modèles en circulation, certaines, comme Kigali, se positionnent comme des centres de production de modèles, affirmant leur leadership dans le marché global des politiques urbaines « mobiles » (McCann, Ward, 2011 ; Peyroux, Sanjuan, 2016).

- 33 En Afrique subsaharienne comme ailleurs, ces nouveaux aménagements urbains contribuent à une dépossession et à un déplacement de populations marginalisées, imputés aux mécanismes de spéculation foncière et immobilière plus généralement associés à l'intérêt croissant, pour les marchés africains, d'investisseurs en quête de nouveaux ancrages (Goodfellow, 2017). Ce cadre interprétatif général mérite pourtant d'être confronté à un examen empirique plus systématique car cet urbanisme planifié africain présente aussi des singularités susceptibles de nuancer tant les effets de ressemblance que la nature des impacts anticipés à partir des métropoles d'autres Suds.
- 34 D'abord, il faut souligner que ces projets sont encore, pour l'essentiel, des utopies de papier : les grands projets urbains trouvent moins fréquemment en Afrique qu'en Asie l'appui d'un État fort, entrepreneurial et développemental (van Noorloos, Loosterboer, 2017). Ensuite, plutôt qu'à un modèle unique de politiques urbaines néolibérales, l'urbanisme de croissance répond à des mécanismes (notamment de financement), des modes de gouvernance et des objectifs politiques très divers. Ainsi, l'État rwandais a fait de sa capitale, Kigali, à la fois une vitrine et un enjeu de sa politique nationale avec des résultats qui ne doivent pas masquer le coût social d'un pouvoir autoritaire (Michelon, 2016). Dans un contexte plus ouvert à la pluralité des acteurs et ouvertement favorable aux innovations technologiques, le Kenya et surtout l'Afrique du Sud cherchent à créer un environnement attractif pour des investisseurs urbains mis en compétition. Très différents sont les pays comme l'Angola, où la rente extractive est investie dans les villes satellites de Luanda, soit directement par des acteurs nationaux proches de la sphère étatique, soit dans le cadre de « contreparties » d'accès aux ressources naturelles négociées notamment avec des firmes chinoises (Croese, 2016). Enfin, si la marchandisation du sol urbain et les concurrences foncières suscitent une forte augmentation des prix et des mécanismes d'éviction, les acteurs privés de ces marchés ne sont pas réductibles à de grands investisseurs internationaux en quête de placements. La vision d'un affrontement dual entre des capitalistes accapareurs et des populations marginalisées dépossédées/déplacées est d'autant plus réductrice que les classes moyennes émergentes ont aussi intérêt à la transformation urbaine : ménages soucieux d'environnements résidentiels débarrassés des promiscuités et inconforts des vieux quartiers centraux, bailleurs privés des locataires, entrepreneurs privés ralliés aux politiques de contractualisation des services, commerçants-boutiquiers à l'unisson des politiques de déguerpissement qui embellissent les espaces marchands et facilitent leur accès. Au total, comme analysé dans les *City Improvement Districts* métropolitains d'Afrique du Sud, la plasticité des modèles et des instruments d'urbanisme circulants facilite à la fois la pénétration et la déclinaison locale de processus de néolibéralisation, qui prouvent ainsi leur résilience par-delà les contraintes et spécificités des contextes locaux (Didier *et al.*, 2013).
- 35 Pertinents dans une perspective de comparaison globale, ces débats portent néanmoins, hors Afrique du Sud, sur une fraction marginale de la fabrique urbaine, dont l'urbanisme « de fait » échappe aux modèles et à leurs déclinaisons. Les fragments de villes planifiés doivent être replacés dans leur contexte, celui d'un manque général de capacités pour gérer la « révolution urbaine » de l'Afrique, due à la rapidité du croît démographique, à l'ampleur de l'étalement urbain et dominée par la pauvreté et l'informalité (Parnell, Pieterse, 2014).

2.3. Fabriques ordinaires des métropoles

- 36 L'action publique peine à répondre aux besoins, plus encore lorsqu'elle s'inscrit dans des conjonctures courtes et des cadres d'intervention instables aux alliances versatiles (Bertrand, 2015). Il faut toutefois distinguer entre une Afrique métropolitaine « jeune » caractérisée par « des transitions urbaines inachevées, des financements souvent externes, des actions faiblement institutionnalisées, une production physique et sociale largement informelle, des citoyens gagnés par la désillusion démocratique... » (*idem*, p. 6) et une autre figure plus consolidée, à l'image des métropoles sud-africaines. Bamako témoigne de la première, Johannesburg ou Le Cap des secondes, avec des gouvernements métropolitains dotés de ressources et de moyens pour concrétiser des politiques d'aménagement d'envergure conformant leurs territoires aux normes des métropoles internationales (Baffi, Vivet, 2017). Considérées comme responsables d'une division des espaces métropolitains entre « vitrines » et « arrière-boutiques » (Bénil, Gervais-Lambony, 2003 ; Morange, 2011) et d'une éviction de populations « indésirables » des centres villes (Bénil-Gbaffou, 2016), ces politiques ont aussi pu être accompagnées, lorsque les équipes municipales s'en donnaient l'objectif, de mesures sociales ambitieuses et concrètes (Dubresson, Jaglin, 2014).
- 37 Dans la majorité des villes, l'action publique combine anciens et nouveaux instruments d'action, au gré des évolutions partielles du leadership local, des modes et des opportunités liées aux programmes internationaux. Coexistent ainsi des processus de formalisation pragmatique des petits opérateurs informels de services urbains (Jaglin, 2017) et des opérations brutales de refoulement des commerçants informels hors des centres-villes (Bouquet, Kassi-Djodjo, 2014 ; Crombé, Sauloup, 2016 ; Gourland, 2017). Ces dernières remontent à la période coloniale et se sont maintenues ensuite avec plus ou moins d'intensité, en alternance avec des périodes d'autorisation du commerce informel au nom du développement de la seconde économie (Pezzano, 2016).
- 38 La même ambivalence caractérise les politiques de logement. Des programmes de promotion et de construction de logement dit social ont bien été relancés dans plusieurs pays francophones dans les années 2000 mais, financés dans le cadre de partenariats public-privé, ils proposent des logements de moyen standing à des populations solvables, excluant les autres catégories et renouant avec les difficultés récurrentes des politiques des années 1960 (Biehler *et al.*, 2015). La libéralisation économique a par ailleurs favorisé l'émergence de sociétés immobilières privées, qui s'activent dans les périphéries métropolitaines, à distance variable des réseaux et connivences politiques, ainsi que tout « un monde diffus d'intermédiaires et de courtiers » dans un contexte où la conflictualité foncière a souvent été accrue par les décentralisations et la gestion clientéliste du sol (Bertrand, 2014). Là où la tolérance à l'égard des occupations illégales de terrain avait prévalu, les accaparements et réquisitions amplifient les déguerpissements et dépossessions des plus démunis au profit des « gens de pouvoir » (*idem*). Or, face aux tensions croissantes, ni les régulations de fait des marchés informels ni les outils techniques de gestion déployés dans la décennie 1990, à l'instar des registres fonciers urbains béninois (Simonneau, 2017), ne semblent de nature à protéger les citoyens les plus vulnérables.
- 39 L'arrêt ou le ralentissement de la production massive de lotissements dits évolutifs, prêts-à-bâtir en autopromotion et destinés aux plus démunis, souvent loin des aires d'emplois

formels, ne laisse plus guère qu'un parc social par défaut dans les grandes villes africaines : les logements locatifs des quartiers populaires, quoique de mauvaise qualité, comblent en partie le déficit de logements bon marché à Johannesburg (Gunter, Massey, 2017) comme à Nairobi (Rigon, 2016). La question locative est pourtant négligée dans les politiques d'habitat, tant en termes de constructions neuves que de réglementation. En dépit de quelques tentatives d'encadrement, comme en Tanzanie (Cadstedt, 2010), propriétaires et locataires sont le plus souvent laissés dans un rapport de force très inégal, particulièrement dans les métropoles où les marchés du logement sont très tendus et les rentes locatives, mal ou pas encadrées, lucratives.

- 40 L'échec des politiques de logement et, plus largement, l'incapacité à « repenser les quartiers précaires » (Deboulet, 2016) se lit, par-delà les querelles de chiffres, dans les statistiques disponibles : la population des *slums* en Afrique subsaharienne a doublé entre 1990 et 2014 et dépasse 200 millions (UN-Habitat, Slum Almanac 2015-2016).
- 41 L'urbanisme métropolitain en Afrique subsaharienne ne peut ainsi être pensé uniquement en termes de néolibéralisation, dont le retard chronologique et la médiocrité des ancrages spatiaux s'expliqueraient par une forme particulière de différenciation géo-institutionnelle (Brenner *et al.* 2010). Celle-ci ne permet pas de comprendre l'enchevêtrement entre des logiques formelles et informelles embarquant citoyens, acteurs institutionnels et promoteurs privés dans un continuum d'actions. Elle ne permet pas non plus de comprendre la diversité des forces et intérêts en présence, ni la manière dont la coexistence de morceaux de villes hautement capitalistiques et de tissus urbains très largement issus d'une fabrique informelle est simultanément pensée par les pouvoirs publics, *inter alia*. Les critiques adressées, dans d'autres contextes, au corpus conceptuel de la néolibéralisation urbaine et à ses approches surplombantes, trop economicistes et désenchantées des contextes urbains locaux (Pinson, Morel Journal, 2017), valent aussi pour l'Afrique subsaharienne (Bénit-Gbaffou *et al.*, 2012).

Conclusion

- 42 Dans la littérature sur la mondialisation urbaine, qui domine l'analyse de la métropolisation depuis les années 1990, les études sur les grandes villes africaines peinent encore à trouver leur place. D'abord exclues par l'hégémonie accordée aux fonctions de commandement et de contrôle des villes dites globales, elles ont été réintégrées, depuis une décennie, dans les comparaisons et les débats au prix toutefois d'un opportunisme d'usage justifiant l'idée de métropolisation « à la carte ». Aujourd'hui, en résonance avec les courants dits postcoloniaux et leur ambition épistémologique de renouvellement théorique des études urbaines « à partir des Suds » (Robinson, Roy, 2016 ; Robinson, 2016), un travail de reconceptualisation de la métropolisation et des métropoles d'Afrique subsaharienne, prenant en compte l'ambivalence des processus en cours, est amorcé.
- 43 Concernant l'ancrage au monde des grandes villes africaines, le cycle de croissance 2000-2014 a été marqué par d'incontestables progrès de connectivité et d'attributs de mondialité tels que définis dans les Nord. Cependant, sans tomber dans un afro-romantisme réifiant les dynamiques informelles, qui fait par exemple de Lagos un modèle de post-métropole (Koolhaas *et al.*, 2000), il faut aussi intégrer les conséquences urbanistiques de centralités africaines connectées « autrement » au monde, y compris celles procédant d'économies criminelles (narcotrafics et cybercriminalité), en un temps

où les transferts monétaires provenant des diasporas surpassent en valeur les IDE et l'aide publique au développement.

- 44 De fait, la connectivité des villes d'Afrique subsaharienne reflète aussi la capacité des diasporas à investir dans les villes du continent, et notamment à produire des morceaux de villes entiers, à l'image du nouveau quartier d'affaires de Bolé à proximité de l'aéroport d'Addis-Abeba, ou des quartiers résidentiels de *gated communities* en périphérie d'Accra (Grant, 2005). La pénétration de normes et de goûts internationaux qui accompagne cette urbanisation diasporique nécessite un examen plus minutieux des dimensions matérielles des processus de croissance et de leur appropriation par les citoyens, qu'ils soient résidents permanents ou intermittents des diasporas. En conséquence, en termes de fabrique métropolitaine, tout reste à faire pour donner un « autre » sens aux notions de planification urbaine et d'urbanisme. Comme le souligne Watson, « *The newness of many of the explorations still warrants the labelling of this shift as a "southern theorizing project" in planning rather than a claim that southern planning theory has emerged* » (Watson, 2016, p. 38).
- 45 Il est donc grand temps de penser l'originalité des situations métropolitaines africaines, par ailleurs hétérogènes, et plus généralement celles des Suds autrement qu'en recourant à des déclinaisons de modèles élaborés dans les Nords. Quelles que soient leur plasticité et leur adaptabilité, aucun d'entre eux ne permet aujourd'hui de comprendre l'ensemble des processus à l'œuvre en Afrique subsaharienne, lesquels ne sont pas réductibles aux présupposés énoncés. C'est à une théorisation du caractère composite de la métropolisation comme de l'objet métropole en Afrique que la recherche urbaine doit maintenant s'atteler, en surpassant le clivage anglophone-francophone et en confrontant la combinaison des travaux en cours aux corpus dominants.

BIBLIOGRAPHIE

AFD, Sedet (2008), *Africapolis. Dynamiques de l'urbanisation, 1950-2020. Approche géo-statistique. Afrique de l'Ouest*, Paris, AFD, Sedet.

AFD, eGeopolis (2010), *L'urbanisation en Afrique centrale et orientale*, Paris, AFD, eGeopolis.

Allen A. (2014), « Peri-Urbanization and the Political Ecology of Differential Sustainability », in Parnell S., Oldfield S. (dir.), *A Routledge Handbook on Cities of the Global South*, Londres, Routledge, p. 522-538.

Ayim Pam S. (2014), *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux*, Paris, Karthala.

Baffi S. (2017), « La mise en place d'un bus à Haut Niveau de Service au Cap, un outil de normalisation de la ville sud-africaine ? », *EchoGéo* [en ligne], n° 40, URL : <http://echogeo.revues.org/14945>.

Baffi S., Vivet J. (2017), « L'Afrique australe : un ensemble composite, inégalement intégré à la mondialisation », *Géococonfluences* [en ligne]. URL: <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations->

scientifiques/dossiersregionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/afrique-australecadrage.

Banque mondiale (2017), *Ouvrir les villes africaines au monde*, Washington D. C., Banque mondiale.

Bénit-Gbaffou C. (2016), « Do Street Traders Have the ‘Right to the City’? The Politics of Street Trader Organizations in Inner City Johannesburg, post Operation Clean Sweep », *Third World Quarterly*, vol. 37, n° 6, p. 1102-1129.

Bénit-Gbaffou C., Didier S., Peyroux E. (2012), « Circulation of Security Models in Southern African Cities: Between Neoliberal Encroachment and Local Power Dynamics », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 36, n° 5, p. 877-889.

Bénit C., Gervais-Lambony P. (2003), « La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekurhuleni) : les “pauvres” face aux “vitrines” », *Annales de géographie*, n° 634, p. 628-645.

Bertrand M. (2014), « Mobilisations foncières à Bamako : des défis de la gouvernance à ceux de la citoyenneté », in Brunet-Jailly J., Charmes J., Konaté D. (dir.), *Le Mali contemporain*, Éditions Tombouctou/IRD, p. 159-186.

Bertrand M. (2015), « Action publiques urbaines dans les Suds : trajectoires et ajustements », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 90, n° 1, URL : <http://geocarrefour.revues.org/9720>.

Bertrand M., Dubresson A. (dir.). (1997), *Petites et moyennes villes d’Afrique noire*, Paris, Karthala.

Biehler A., Choplin A., Morelle M. (2015), « Le logement social en Afrique : un modèle à (ré)inventer ? », *Métropolitiques* [en ligne], URL : <http://www.metropolitiques.eu/Lelogement-social-en-Afrique-un.html>.

Bouquet C., Kassi-Djodjo I. (2014), « “Déguerpir” pour reconquérir l’espace public à Abidjan », *L’Espace politique* [en ligne], vol. 22, n° 1, URL : <http://espacepolitique.revues.org/2963>.

Bickford-Smith V. (2016), *The Emergence of the South African Metropolis. Cities and Identities in the Twentieth Century*, Cambridge UK, Cambridge University Press.

Brenner N. (dir.). (2014), *Implosions/Explosions: Towards a Study of Planetary Urbanization*, Berlin, Jovis Verlag GmbH.

Brenner N., Peck J., Theodore N. (2010), « Variegated Neoliberalization: Geographies, Modalities, Pathways », *Global Networks*, vol. 10, n° 2, p. 182-222.

Buire C. (2014), « Suburbanisms in Africa? Spatial Growth and Social Transformation in New Urban Peripheries: Introduction to the Cluster », *African Studies*, vol. 73, n° 2, p. 241-244.

Cadstedt J. (2010), « Private Rental Housing in Tanzania: A Private Matter? », *Habitat International*, vol. 1, n° 34, p. 46-52.

Calas B. (2007), « Dynamiques métropolitaines en Afrique orientale », *Les Cahiers d’outre-mer*, vol. 237, n° 1, pp 3-22.

Campbell E. H. (2006), « Economic Globalization from Below: Transnational Refugee Trade Networks in Nairobi », in Murray M., Myers G. (dir.), *Cities in Contemporary Africa*, New York, Palgrave-McMillan, p. 125-147.

Choplin A., Pliez O. (2018), *La mondialisation des pauvres : loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil.

Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) (2017), *Communiqué : Soutien au maire de Dakar, Khalifa Sall*. URL: <https://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/communiqu%C3%A9-soutien-au-maire-de-dakar-khalifa-sall>.

- Coquery-Vidrovitch C. (1993), *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel.
- Croese S. (2016), « State-Led Housing Delivery as an Instrument of Developmental Patrimonialism: The Case of Post-War Angola », *African Affairs*, vol. 116, no 462, p. 80-100.
- Croese S. (2018), « Global Urban Policymaking in Africa: A View from Angola through the Redevelopment of the Bay of Luanda », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 42, n° 2, p. 198-209.
- Crombé L., G. Sauloup (2016), « Autoritarisme, hybridation et pratiques du pouvoir dans le Grand Khartoum : une étude des services de l'eau et du commerce de rue », *L'Espace politique* [en ligne], vol. 30, n° 3, URL : <http://espacepolitique.revues.org/4018>.
- CNRS, 1970, *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Paris, CNRS (2 tomes).
- Darbon D., Toulabor C. (dir.). (2014), *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala.
- Deboulet A. (dir.). (2016), *Repenser les quartiers précaires*, Paris, AFD.
- Denis E. (2015), « Qualifier les aires urbaines en forte expansion dans les Suds », *L'Espace géographique*, vol. 44, n° 4, p. 307-324.
- De Vreyer P., Roubaud F. (2013), *Les marchés urbains du travail en Afrique*, Marseille, AFD, IRD Éditions.
- Didier S., Morange M., Peyroux E. (2013), « The Adaptative Nature of Neoliberalism at the Local Scale: Fifteen Years of City Improvement Districts in Cape Town and Johannesburg », *Antipode*, vol. 45, n° 1, p. 121-139.
- Dorier-Apprill E., Domingo E. (2004), « Les nouvelles échelles de l'urbain en Afrique. Métropolisation et nouvelles dynamiques territoriales sur le littoral béninois », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 81, n° 1, p. 41-54.
- Dresch J. (1950), « Villes d'Afrique occidentale », *Cahiers d'outre-mer*, n° 11, p. 200-230.
- Dubresson A. (1989), *Villes et industries en Côte d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala.
- Dubresson A., Jaglin S. (2014), « Governing Cape Town: the Exhaustion of a Negotiated Transition », in Lorrain D. (dir.), *Governing Megacities in Emerging Countries*, Londres, Ashgate, p. 153-216.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P., Lulle T. (coord.). (2000), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, IRD, Economica.
- Fauveaud G. (2016), « Les pratiques urbanistiques de l'ombre des acteurs institutionnels et privés : le cas de Phnom Penh, Cambodge », *L'Espace politique* [en ligne], vol. 29, n° 2, URL : <http://espacepolitique.revues.org/3886>.
- Fleury A., Houssay-Holzschuch M. (2012), « Pour une géographie sociale des pays émergents », *EchoGéo* [en ligne], n° 21, URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13167>.
- Fourchard L. (2012), « Between World History and State Formation: New Perspectives on Africa's Cities », *Journal of African History*, vol. 52, n° 2, p. 223-248.
- Fournet-Guérin C. (2017), *L'Afrique cosmopolite. Circulations internationales et sociabilités citadines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- GaWC (2017), *The World According to GaWC 2016*. URL: <http://www.lboro.ac.uk/gawc/world2016t.html>.
- Gervais-Lambony P. (2004), « Mondialisation, métropolisation et changement urbain en Afrique du Sud », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 81, n° 1, p. 57-68.
- Goodfellow T. (2017), « Urban Fortunes and Skeleton Cityscapes: Real Estate and Late Urbanization in Kigali and Addis Ababa », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 41, n° 5, p. 786-803.
- Gourland N. (2017), « Vendre ou courir, il faut choisir : déguerpissements et réinstallations des commerçants de rue à Lomé », *Géoconfluences* [en ligne], URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiersregionaux/afrique-dynamiques-regionales/corpus-documentaire/vendreou-courir-deguerpissements-lomedynamiques-regionales/corpus-documentaire/nairobigardiens-securite>.
- Grant R. (2005), « The Emergence of Gated Communities in a West African Context: Evidence from Greater Accra, Ghana », *Urban Geography*, vol. 26, n° 8, p. 661-683.
- Grant R., Nijman J. (2002), « Globalization and the Corporate Geography of Cities in the Less-Developed World », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 2, p. 320-340.
- Gunter A., Massey, R. (2017), « Renting Shacks: Tenancy in the Informal Housing Sector of the Gauteng Province, South Africa », *Bulletin of Geography. Socio-Economic Series*, n° 37, Toruń, Nicolaus Copernicus University, p. 25-34.
- Harre D., Gazel H., Moriconi-Ébrard F. (2015), « Les nouveaux territoires urbains d'Afrique de l'Est », *Territoires en mouvement. Revue de géographie et d'aménagement* [en ligne], n° 27-28, URL : <http://tem.revues.org/3100>.
- Haeringer P. (1983), *La recherche urbaine à l'Orstom : bibliographie analytique 1950-1980*, Paris, Éditions de l'Orstom (Initiations-Documentations techniques, n° 55).
- Haeringer P. (1984), *De Caracas à Kinshasa. Bonnes feuilles de la recherche urbaine à l'Orstom (1978-1983)*, Paris, Éditions de l'Orstom.
- Haeringer P. (1998), « La mégapolisation : un autre monde, un nouvel apprentissage », in Burdèse J.-C., Roussel M.-J., Spector T., Theys J. (dir.), *De la ville à la mégapole : essor ou déclin des villes au XXI^e siècle ?*, Paris-La Défense, Centre de prospective et de veille scientifique, p. 27-42.
- Halbert L. (2010), *L'avantage métropolitain*, Paris, PUF.
- Jaglin S. (2005), *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS Éditions.
- Jaglin S. (2017), « Politiques d'infrastructures en Afrique subsaharienne : le réseau est-il soluble dans la transition urbaine ? », in Chatzis K., Jeannot G., November V., Ughetto P. (dir.), *Du béton au numérique, le nouveau monde des infrastructures*, Bruxelles, Éditions PIE Peter Lang SA, p. 177-202.
- Kanai J. M., Grant R., Jianu R. (2017), « Cities on and off the Map: A Bibliometric Assessment of Urban Globalisation Research », *Urban Studies*, p. 1-17. DOI : 10.1177/0042098017720385.
- Koolhaas R., Boeri S., Sanford K., Tazi N., Obrist H. U. (2000), *Mutations*, Bordeaux/Barcelone, Actar/Arc en rêve.
- Lacour C., Puissant S. (dir.). (1999), *La métropolisation. Croissance, diversité, fractures*, Paris, Anthropos-Économica.

- Landau L. B., Freemantle I. (2010), « Tactical Cosmopolitanism and Idioms of Belonging: Insertion and Self-Exclusion in Johannesburg », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 3, p. 375-390.
- Le Bris É. (coord.). (1996), *Villes du Sud. Sur la route d'Istanbul...*, Paris, Éditions de l'Orstom.
- Leitner H., Sheppard E. (2016), « Provincializing Critical Urban Theory: Extending the Ecosystem of Possibilities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 40, n° 1, p. 228-235.
- Leroy S. (2000), « Sémantiques de la métropolisation », *L'Espace géographique*, vol. 29, n° 1, p. 78-86.
- McCann E., Ward K. (2011), *Mobile Urbanism: Cities and Policymaking in the Global Age*, Minnesota, University of Minnesota Press.
- McGee T. G. (1991), « The Emergence of Desakota Regions in Asia: Expanding a Hypothesis », in Ginsburg N. et al. (dir.), *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 3-25.
- Michelon B. (2016), Douala et Kigali. *Villes modernes et citadins précaires en Afrique*, Paris, Karthala.
- Morange M. (2011), « "Émergence locale" et régénération urbaine au centre-ville du Cap », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 88, n° 3, p. 348-360.
- Moriconi-Ébrard F. (1990), *L'urbanisation du monde depuis 1950*, Paris, Anthropos, Économica.s
- Myers G. (2011), *African Cities. Alternative Visions of Urban Theory and Practice*, Londres, Zed Books.
- Myers G., 2015, « A World-Class City-Region? Envisioning the Nairobi of 2030 », *American Behavioral Scientist*, vol. 59, n° 3, p. 328-346.
- Nuttall S., Mbembe A. (dir.). (2008), *Johannesburg, the Elusive Metropolis*, Durham, Duke University Press.
- ONU-Habitat (2014), *L'état des villes africaines 2014. Réinventer la transition urbaine*, Nairobi, ICLEI, CGLU Afrique.
- Onuzulike U. (2007), « Nollywood: The Influences of the Nigerian Movie Industry on African Cinema », *Pacific and Asian Communication Association*, vol. 10, n° 3, p. 231-242.
- Parnell S., Pieterse E. (dir.). (2014), *Africa's Urban Revolution*, Londres, New York, Zed Books.
- Parnell S., Robinson J. (2012), « (Re)theorizing Cities from the Global South: Looking beyond Neoliberalism », *Urban Geography*, vol. 33, n° 4, p. 593-617.
- Peyroux E., Sanjuan T. (2016), « Stratégies de villes et "modèles" urbains : approche économique et géopolitique des relations entre villes », *EchoGéo [en ligne]*, n° 36. URL: <http://echogeo.revues.org/14642>.
- Pezzano A. (2016), « 'Integration' or 'Selective Incorporation'? The Modes of Governance in Informal Trading Policy in the Inner City of Johannesburg », *The Journal of Development Studies*, vol. 52, n° 4, p. 498-513.
- Pinson G., Morel Journel C. (dir.). (2017), *Debating the Neoliberal City*, Londres-New York, Routledge.
- Ribeiro G. L. (2009), « Non-Hegemonic Globalizations. Alternative Transnational Processes and Agents », *Anthropological Theory*, vol. 9, n° 3, p. 1-33.
- Rigon A. (2016), « Collective or Individual Titles? Conflict over Tenure Regularisation in a Kenyan Informal Settlement », *Urban Studies*, vol. 53, n° 13, p. 2758-2778.

Rizzo M. (2014), « The Political Economy of an Urban Megaproject: The Bus Rapid Transit Project in Tanzania », *African Affairs*, vol. 114, n° 455, p. 249-270.

Robinson J. (2016), « Comparative Urbanism: New Geographies and Cultures of Theorizing the Urban », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 40, n° 1, p. 187-199.

Robinson J., Roy A. (2016), « Debate on Global Urbanisms and the Nature of Urban Theory », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 40, n° 1, p. 181-186.

Rogerson C. M. (2011), « Urban Tourism and Regional Tourists: Shopping in Johannesburg, South Africa », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 102, n° 3, p. 316-330.

Seck A. (1970), *Dakar, métropole ouest-africaine*, Dakar, Ifan.

Simone A. (2004), *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*, Durham, Duke University Press.

Simonneau C. (2017), « Stratégies citadines d'accès au sol et réforme foncière au Bénin. La pluralité comme enjeu ? », *Métropolitiques* [en ligne]. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Strategies-citadines-d-acces-au.html>.

Scott A. (dir.). (2001), *Global-City Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford, Oxford University Press.

Sheppard E, Leitner H, Maringanti A. (2014), « Provincializing Global Urbanism: A Manifesto », *Urban Geography*, vol. 34, n° 7, p. 893-900.

SLG-Société languedocienne de géographie (1982), Les grandes villes africaines. Séminaire de Montpellier, 15-25 septembre 1980, *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, 16 (1-2).

Spire A. (2011), *L'étranger et la ville en Afrique de l'Ouest : Lomé au regard d'Accra*, Paris, Karthala.

UN-Habitat (2016), *Slums Almanac 2015-2016*, Nairobi, UNCHS.

Van Noorloos F., Kloosterboer M. (2017), « Africa's New Cities: The Contested Future of Urbanisation », *Urban Studies*, vol. 55, n° 6, p. 1223-1241.

Veltz P. (2014), *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, Paris, PUF.

Watson V. (2014), « African Urban Fantasies: Dreams or Nightmares? », *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 1, p. 215-231.

Watson V., 2016, « Shifting Approaches to Planning Theory: Global North and South », *Urban Planning*, vol. 1, n° 4, p. 32-41.

Whittlesey D. (1937), « Kano: A Sudanese Metropolis », *Geographical Review*, vol. 27, n° 2, p. 177-199.

World Bank (2009), *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*, Washington D. C., World Bank.

NOTES

1. La loi de la métropolisation établit que la taille des métropoles varie en fonction de la population urbaine totale suivant la relation : $P_m = 6,55 \cdot P_u^{0,815}$, où P_m représente la population métropolitaine et P_u la population de toutes les agglomérations. La population métropolitaine « théorique » obtenue par la formulation mathématique est confrontée ensuite avec l'effectif issu des statistiques de population. http://cyberato.pu-pm.univ-fcomte.fr/collgeo/files/8_GeoPonts_Moriconi.pdf.

2. Johannesburg en catégorie *alpha*, Lagos et Le Cap en catégorie *bêta*, et, dans l'ordre d'importance, Kampala, Dar es Salaam, Lusaka, Harare, Accra, Luanda, Abidjan, Douala, Maputo, Gaborone et Dakar dans la catégorie *gamma*.

3. Les classes moyennes regrouperaient trois sous-catégories hétérogènes : les classes moyennes enrichies (10 à 20 US\$/p/j), parfois qualifiées de *global middle class* ; les classes moyennes stabilisées (4 à 10 US\$/p/j), dont le patrimoine limité ne garantit pas une ascension sociale intergénérationnelle ; les classes moyennes de « petite prospérité » ou *floating class* (2 à 4 US\$), qui disposent d'un revenu discrétionnaire mais restent menacées de déclassement.

RÉSUMÉS

Cet article présente et discute certains enjeux de la recherche sur les grandes villes africaines. D'abord exclues, dans la littérature sur la mondialisation urbaine, par l'hégémonie accordée aux fonctions de commandement et de contrôle des villes dites globales, elles ont été réintégrées, depuis une décennie, dans les comparaisons et les débats au prix d'un opportunisme d'usage justifiant l'idée de métropolisation « à la carte ». Aujourd'hui, en résonance avec les courants dits postcoloniaux, un travail de reconceptualisation de la métropolisation et des métropoles d'Afrique subsaharienne, prenant en compte l'ambivalence des processus en cours, est amorcé. Nous interrogeons d'abord la manière dont ces grandes villes ont été appréhendées, en rappelant l'évolution des usages terminologiques dans le temps et ce qu'elle révèle des priorités de la recherche et des visions qui les animent. Puis nous mettons l'accent sur les formes et politiques urbaines en questionnant l'existence d'un urbanisme métropolitain dans un contexte d'hétérogénéité des socio-systèmes métropolitains subsahariens. L'idée centrale ici défendue est celle d'une nécessaire conceptualisation du caractère composite et ambivalent, à la fois formel et informel, de la production, du fonctionnement et des ressorts de croissance des grandes villes d'Afrique subsaharienne, dont aucune théorie urbaine existante issue des Nordes ne permet de comprendre l'ensemble des processus et des formes.

This paper presents and discusses some of the issues regarding research on large African cities. At first excluded from literature on the urban dimension of globalization due to the hegemony granted to the command and control functions of so-called Global Cities, they have been reintegrated for a decade into international comparisons and debates. This reintegration can be viewed at times as purely opportunistic, justifying the idea of an 'à la carte' process of metropolization. Today, in tune with postcolonial positionings, a reconceptualization of the metropolization and of the metropolises of sub-Saharan Africa is taking place to capture the ambivalence of the processes currently developing. In the paper, we first examine the ways in which these large cities have been apprehended, recalling the evolution of the terminology over time and what it reveals in terms of the research priorities and the visions that drive them. Then we focus on urban forms and policies, questioning the existence of a specifically metropolitan urbanism in a context of major heterogeneity of the sub-Saharan metropolitan socio-systems. The central idea defended here is that of a necessary conceptualization of the composite and ambivalent character, both formal and informal, of the production, the functioning and the origins of the growth of large cities in sub-Saharan Africa. Lastly, this broad issue acknowledges

the core problem that no existing urban theory allows us to properly understand the totality of the processes and forms at stake.

INDEX

Keywords : Sub-Saharan Africa, metropolization, metropolises, urban theory, production of the urban

Mots-clés : Afrique subsaharienne, métropolisation, métropoles, théories urbaines, fabrique urbaine

AUTEURS

SYLVY JAGLIN

Professeur en urbanisme et aménagement, UMR Latts, université Paris-Est Marne-la-Vallée – École d’urbanisme de Paris

SOPHIE DIDIER

Professeur en urbanisme et aménagement, Lab’Urba, université Paris-Est Marne-la-Vallée – École d’urbanisme de Paris

ALAIN DUBRESSON

Professeur émérite en géographie, UMR Lavue, université Paris-Nanterre